

**Nations unies - Adoption de la  
résolution 2391 du conseil de  
sécurité des Nations unies sur le  
Sahel - Déclaration de M. Jean-Yves  
Le Drian, ministre de l'Europe et  
des affaires étrangères  
(Paris, 08 décembre 2017)**

Je salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2391 du Conseil de sécurité relative au soutien à la Force conjointe du G5 Sahel.

Avec cette résolution, le conseil de sécurité apporte une nouvelle fois, à l'initiative et dans le prolongement de la résolution 2359 du CSNU adoptée en juin dernier, un soutien politique clair et fort aux États du G5 Sahel, qui ont décidé d'unir leurs efforts pour lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée. Il reconnaît les progrès significatifs accomplis en quelques mois seulement et appelle chacun à prendre ses responsabilités pour que la force atteigne au plus tôt sa pleine capacité opérationnelle.

La résolution 2391 permet en outre de mettre en place un soutien logistique et opérationnel de la MINUSMA au bénéfice des unités de la Force conjointe opérant dans son périmètre d'action. Cette résolution rappelle également que la Force conjointe ne saurait être un succès sans des efforts concomitants sur le terrain du développement et sans le respect d'exigences fondamentales en matière de respect des droits de l'Homme.

Les Nations unies prennent ainsi leur part de l'effort international en faveur de la montée en puissance de la force du G5 Sahel et l'aidera à être pleinement efficace sur le terrain.

La France, avec ses partenaires et l'Union européenne, demeure pleinement mobilisée pour appuyer l'opérationnalisation de la Force conjointe du G5 Sahel. Le soutien français à la Force conjointe est constant depuis l'origine, par un appui opérationnel et en équipements. L'Union européenne a engagé quant à elle 50 millions d'euros en sa faveur. D'autres contributeurs, tels les États-Unis, l'Arabie saoudite, le Danemark ou le Luxembourg ont récemment annoncé leur soutien.

Je voudrais rappeler par ailleurs qu'il ne saurait y avoir de stabilité durable au Sahel sans une mise en oeuvre pleine et effective de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Nous appelons l'ensemble des parties maliennes à renforcer leurs efforts en ce sens./.